



Synthèse globale

La vision du ciel bleu

Par

Dirigeants des peuples autochtones et afro-descendants et des communautés locales Réseaux territoriaux de détenteurs de droits

Groupe de facilitateurs

Penny Davies

Filippo del Gatto, Karen Edwards, Dani Moenggorro, John Nelson, Phil René Oyono, Bishnu Paudel, Aurelio Vianna

Soutenu par

l'Initiative des Droits et Ressources" (RRI)

21 juillet 2022

Contenu

| | |
|--|----|
| Introduction | 2 |
| Vision universelle et espoirs pour les droits territoriaux | 2 |
| Les cadres juridiques | 5 |
| Pensez global. Pensez local. Pensez réseaux | 6 |
| Leadership de qualité | 9 |
| Représentation de la qualité | 10 |
| Secteur privé et entrepreneuriat PACL | 11 |
| Souveraineté et sécurité alimentaires | 13 |
| Conservation | 13 |
| Le leadership des jeunes | 14 |
| Éducation et renforcement des capacités | 15 |
| Le leadership des femmes | 16 |
| Technologies de l'information et des communications | 17 |
| La cohésion sociale | 18 |
| Confiance, temps, patience et préparation | 19 |
| Liste des rapports régionaux | 20 |

Synthèse globale

~

La vision du ciel bleu

Introduction

Nous tenons à remercier les 100 dirigeants de communautés autochtones, afro-descendantes et locales (PACL) - hommes, femmes, jeunes - issus de réseaux de détenteurs de droits territoriaux et de ressources, répartis dans 22 pays¹ (certains basés dans des villes, d'autres dans des villages ruraux reculés), qui ont aimablement accepté de partager sur² leurs rêves pour obtenir des droits sur leurs terres, leurs forêts, leurs ressources et leurs territoires.

L'Initiative pour les droits et les ressources (RRI) a soutenu ce processus "Blue Skies".

Le "Blue Skies thinking" (pensée de Ciel Bleu) est un espace libre pour le brainstorming et la génération de nouvelles idées qui ne sont pas limitées par la pensée et les croyances quotidiennes, encourageant les participants à être ouverts d'esprit et à porter un regard neuf sur une question.

Les conversations, qui ont duré plusieurs mois, ont comporté de nombreuses conversations individuelles et quelques conversations de groupe, principalement à distance, parfois en face à face. Elles ont été facilitées par des consultants indépendants (nommés ci-dessus) situés dans différentes régions. Des résumés des conversations et des réflexions régionales ont été communiqués à tous les détenteurs de droits participants en portugais, espagnol, français, népalais, bahasa et anglais.

Cette synthèse globale ainsi que les rapports régionaux distincts³, qui comprennent des citations détaillées et des citations directes de nombreux titulaires de droits territoriaux PACL, tentent de rassembler et de refléter leurs réflexions.

Vision universelle et espoirs en matière de droits territoriaux

Les dirigeants des réseaux de détenteurs de droits des peuples autochtones et afro-descendants et des communautés locales (PACL) à de multiples niveaux et dans toutes les régions partagent une vision universelle pour garantir les droits sur leurs terres, forêts, ressources et territoires communaux.

Cette vision s'étend au-delà des droits à la gouvernance territoriale et au contrôle des lieux et des ressources. Le "territoire" est inextricablement lié aux cultures et aux modes d'organisation sociale des PACL qui garantissent et soutiennent leur droit à "vivre bien" et "vivre en paix".

¹ Brésil, Pérou, Colombie, Bolivie, Équateur, Costa Rica, Honduras, Guatemala, Nicaragua, Panama, Mexique, Congo (Kinshasa), Congo (Brazzaville), Cameroun, Kenya, Madagascar, Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Népal, Thaïlande.

² Les participants ont accepté de s'exprimer à titre individuel. Leurs commentaires ne reflètent pas nécessairement les opinions officielles des membres de leur réseau ou de leurs circonscriptions.

³ Des résumés régionaux distincts plus détaillés des conversations sur les Cieux Bleus soumis à RRI en juin 2022 comprennent des rapports du Brésil (A. Vianna), de l'Amérique du Sud et centrale hispanophone (F. del Gatto), de l'Afrique (R. Oyono & J. Nelson), de l'Asie du Sud et du Sud-Est (B. Paudel, D. Moenggorro, K. Edwards).

Les hommes, les femmes et les enfants qui vivent sur leur territoire seront en sécurité et ne seront pas harcelés. Ils exerceront leurs droits librement, en décidant eux-mêmes comment préserver et développer leurs territoires, leurs ressources et leurs modes de vie, et se protégeront du modèle de croissance prédatrice débridée qu'ils voient se produire autour d'eux.

Leur vision du "bien vivre" comprend l'éducation et les services de santé, la conservation des cultures ainsi que des forêts, de la biodiversité et de l'eau, l'égalité d'accès à la terre et aux ressources, et l'utilisation des ressources naturelles pour générer des revenus et des moyens de subsistance de manière proportionnée, équitable et durable.

Il y avait des nuances dans les visions de la territorialité et de la communauté.

Certains considèrent que les territoires sont ceux dont les frontières sont clairement délimitées, reconnues et appliquées par les gouvernements. Les dirigeants de l'PACL considèrent que les gouvernements ont un rôle clair et important à jouer.

Les leaders PACL d'Amérique du Sud sont allés au-delà de l'idée de démarcation. Ils ont inclus dans leur vision une plus grande autonomie et un meilleur contrôle des territoires déjà délimités et titrés. Cela impliquait des négociations avec les colons extérieurs à l'intérieur des territoires pour qu'ils partent ou restent, sous réserve d'un accord sur les structures d'auto-gouvernance des PACL et sur la vision territoriale. Cela implique des processus de "régularisation" ou d'"*auto-saneamiento*" menés par les communautés, qui seraient éventuellement ratifiés par les gouvernements.

Il s'agirait également de renforcer les capacités d'autogestion et de mieux contrôler et protéger les territoires dont ils disposent.

D'autres PACL d'Afrique ont envisagé un avenir où les avantages du maintien de la terre en commun sont plus clairement articulés parmi les élites de la base et de la communauté, conduisant à une réduction de la subdivision de la terre en propriétés privées individuelles, en particulier là où les centres urbains se développent, et où les mines et les routes goudronnées arrivent.

Certains dirigeants autochtones cherchent à aller au-delà de la délimitation de frontières territoriales mutuellement exclusives et statiques et de la territorialité. Leur vision inclut le droit à la mobilité. Ils auraient le droit d'adapter et de varier leur itinérance en fonction des changements saisonniers et climatiques dans la disponibilité et l'emplacement de ressources spécifiques.⁴

"Je ne sais plus si je confonds le rêve, mon désir, avec la réalité de ce qui viendra. C'est une partie de ce que j'espère pour l'avenir : que nous puissions avoir nos territoires délimités, parce que même si [ce sont] des territoires traditionnels, c'est le gouvernement qui doit les reconnaître, qui doit délimiter ce qui est notre espace. Malheureusement, c'est tout. Vivre en paix avec les territoires préservés, avec toute la biodiversité, avec l'eau. Encore plus avec la réalité du changement climatique. Bien vivre, c'est aussi penser à un changement de modèle économique, d'une exploitation effrénée, comme c'est le cas aujourd'hui, finalement basée sur la cupidité pour exploiter le bois, les minéraux, les eaux. Il faut donc changer ce modèle économique et avoir une

⁴ Par exemple, les populations autochtones d'Afrique des Pygmées Baka, Bayieli, Aka et Bambuti, et les transhumants Mbororo ont participé aux conversations (R.Oyono), tout comme les Masai (J.J.Nelson) et les leaders du mouvement des femmes sans terre collectrices et casseuses de noix de babassu au Brésil (A. Vianna).

autre logique qui ne soit pas aussi prédatrice. Il faut démocratiser l'accès à la terre, distribuer des terres aux petits agriculteurs pour faire de l'agriculture familiale, de l'agroécologie. [Cela signifiera] que nous pourrions planter des aliments sans poison et bien manger. Il est nécessaire d'utiliser les ressources naturelles également pour générer des revenus, mais pas à grande échelle, par des monocultures. [Il s'agit d'utiliser de manière durable ce qui existe déjà dans la nature et, bien sûr, sans être envahi par les prospecteurs et les bûcherons. Ce que j'imagine être le bien vivre, c'est ça, ce n'est pas de l'utopie, et ce n'est pas du romantisme : c'est de penser au territoire avec toutes ses richesses et aux gens avec leurs modes de vie et leurs cultures, préservés et protégés. *Leader Autochtone. Brésil*

Nous aspirons à renforcer l'exercice de l'autonomie gouvernementale et à ce que [notre organisation] ait la capacité d'interagir avec le gouvernement national *de tú a tú*, c'est-à-dire sur un pied d'égalité, avec toutes les capacités, les connaissances et les informations qui nous permettent de parler de manière interculturelle avec le gouvernement. *Femme leader autochtone. Amérique centrale et du Sud*

Vous devez examiner les moteurs des subdivisions foncières (c'est-à-dire l'individualisation des titres), ils sont en pleine croissance et nous devons y réfléchir. *Leader communautaire. Afrique*

Les terres des peuples autochtones devraient faire l'objet de titres de propriété communautaires, car c'est ainsi qu'ils utilisent les forêts. *Chef de communauté. Afrique*

Un territoire doit bénéficier d'une sécurité juridique et être administré par les peuples eux-mêmes - pour lesquels un "plan de vie" est un outil de gestion et de planification important. *Leader autochtone. Amérique centrale et du Sud*

Le désir de tout peuple autochtone est de voir son territoire libre d'étrangers, de personnes extérieures au territoire. La deuxième option est d'apprendre à vivre avec les éventuels colons. Chercher des points de rencontre et peut-être en faire des alliés dans la lutte pour la défense des ressources naturelles et de la biodiversité, du peu qui reste dans les territoires. *Leader autochtone. Amérique centrale et du Sud*

Cadres juridiques

De nombreux dirigeants PACL pensent que les cadres juridiques nationaux permettant la reconnaissance territoriale ou les droits fonciers communautaires, y compris les règles constitutionnelles, seront insuffisants.

D'une part, le défi sera dans les exigences détaillées de la mise en œuvre sur le terrain. Les obstacles politiques seront nombreux et croissants malgré le droit formel. Les cadres juridiques nationaux positifs seront mal réglementés, avec trop de procédures et des exigences inappropriées. Des réglementations de second niveau permettront aux élites locales de tirer profit de ces lois sur les terres communales afin de les utiliser pour acquérir des terres et des ressources communales pour leur propre usage privé.

Les dirigeants PACL disent qu'ils envisagent toujours des opportunités car, avec les changements politiques, il y aura toujours des possibilités d'utiliser ou de modifier les lois et règles des gouvernements

nationaux et locaux, mais certains pensent que les changements législatifs nationaux deviendront plus onéreux et les changements soudains plus difficiles à suivre, sans disposer d'informations "internes".

Un plus grand nombre de membres des communautés de base seront mieux informés et plus continus sur ce que ces opportunités impliquent, quels sont leurs droits et les voies pour les faire valoir. Certains dirigeants PACL pensent qu'ils se concentreront davantage à l'avenir sur l'application pratique des lois nationales et locales existantes et sur l'obtention d'informations et d'un soutien suffisant aux organisations membres des PACL sur le terrain pour leur permettre d'exercer l'autonomie territoriale dans la pratique.

D'autre part, certains dirigeants PACL étaient moins optimistes quant au travail au niveau national. À l'avenir, leur priorité sera de se concentrer sur l'arrêt du recul des lois et des protections, et de maintenir les gains déjà réalisés. Ils envisagent que les espaces nationaux et locaux se réduisent encore plus, mais que les espaces mondiaux deviennent plus ouverts, ce qui signifie que les alliés internationaux et les espaces mondiaux deviendront de plus en plus importants.

Les dirigeants PACL de toutes les régions ont craint d'être davantage pris pour cible par leurs propres gouvernements, comme terroristes. Ou communistes, ou traîtres ou comme agents étrangers, mais pensaient que la transparence et la solidarité resteront des outils clés face aux accusations et aux menaces.

Nous sommes trop souvent qualifiés de terroristes par notre propre gouvernement. Jeune leader autochtone. Asie du Sud-Est

Parfois, les nouvelles lois sur la terre sont conçues pour éloigner les communautés de la terre. Leader communautaire. Afrique

Tout le monde cherche des titres maintenant, mais nos communautés n'ont pas les ressources nécessaires pour préparer les documents. Chef de communauté. Afrique.

Nous avons besoin de cartes, de frontières claires que nous pouvons protéger, et de pouvoirs pour gérer nos terres, une nouvelle loi serait bien, mais cela prendra du temps ou ne sera jamais terminé. En attendant, nous pouvons nous lancer. Leader de la communauté. Afrique

Pensez global. Pensez local. Pensez réseaux

Certains dirigeants PACL de base dans les zones rurales (par opposition à ceux situés dans les capitales) ont exprimé le souhait d'être moins isolés et mieux informés des tendances et processus mondiaux qui les concernent ; tandis que d'autres semblaient peu conscients de l'impact des tendances nationales et mondiales sur leurs communautés.

Dans l'ensemble, les participants ne sont pas optimistes pour l'avenir, et certains envisagent une possible détérioration de la situation politique dans leur pays et en général. Ils considèrent que le contexte gouvernemental national dans de nombreux pays devient moins propice à la défense de leurs droits et au fonctionnement de leurs réseaux PACL.

Certains disent qu'ils chercheront de plus en plus à participer à des forums régionaux et mondiaux où ils pourront faire valoir officiellement leurs arguments auprès de leurs dirigeants, car il devient plus difficile de le faire à l'intérieur de leur pays.

Les dirigeants PACL espèrent que les ONG agiront moins comme des gardiens de l'espace mondial et plus comme des ouvreurs de portes pour les PACL. Ils imaginent qu'à l'avenir, beaucoup plus de dirigeants PACL, y compris ceux des communautés rurales, auront accès à des informations et à des alliés mondiaux, qui leur seront utiles dans leurs luttes locales.

Tout en partageant une partie de l'agenda des ONG internationales, les leaders et réseaux d'ayants droit des PACL sont moins préoccupés par l'investissement de temps dans le plaidoyer pour de nouvelles règles et un nouveau langage international dans ces forums (bien que le CLIP, l'UNDRIP, etc., restent essentiels). Ils souhaitent avant tout utiliser ces espaces pour faire pression sur leurs propres gouvernements.

Les dirigeants PACL privilégieront probablement les forums régionaux et mondiaux organisés dans le pays ou la région où leur réseau opère, ou les forums où un allié international clé a un pouvoir de rassemblement et peut aider à ouvrir les portes à des dirigeants gouvernementaux ou des bailleurs de fonds spécifiques, ou encore où les messages nationaux et mondiaux peuvent être alignés ou accrochés ensemble.

Les forums comprennent l'Union africaine, la communauté des États d'Afrique centrale, le Sommet des Amériques, MercoSur, ainsi que la CCNUCC, la CDB, le G7 et le G20. Ils comprennent également des programmes financés au niveau international, comme le FCPF et le CAFI, ainsi que des accords et des partenariats bilatéraux sur la forêt/la déforestation et le commerce. Ils incluent les feuilles de route, les pistes de dialogue et les discussions qui font partie de ces processus ou qui y sont liées, certaines d'entre elles étant générées par des leaders PACL de mieux en mieux organisés.

Les processus mondiaux comprennent également les médias internationaux, où les dirigeants de PACL peuvent projeter leurs messages à l'échelle mondiale dans le but que les journaux nationaux reprennent leur histoire mondiale et la rapportent localement.

Les dirigeants de PACL considèrent que le travail à plusieurs niveaux (mondial, régional, national, local) devient plus complexe et qu'il leur est plus difficile de juger où investir au mieux leur temps limité. Ils sont confrontés à des demandes différentes et croissantes de la part des partenaires de la société civile internationale, des ONG axées sur les droits et l'environnement, des bailleurs de fonds philanthropiques et des agences de coopération internationale, voire des mouvements sociaux alliés.

Tous sont considérés comme pertinents car ils offrent soit une plus grande visibilité mondiale (qui informe l'action politique nationale), soit un soutien financier.

Ils ont souligné leur besoin croissant, à l'avenir, d'un soutien accru pour leur travail au niveau international, afin de pouvoir maintenir une présence politique internationale plus structurée et plus ciblée. Cela reposerait sur une meilleure compréhension entre eux du paysage et de la dynamique des interactions internationales avec le Nord mondial et d'autres sociétés civiles du Sud, ainsi qu'avec les donateurs. Cela permettrait d'établir de meilleurs liens horizontaux et verticaux entre les réseaux de détenteurs de droits des PACL.

Certains leaders PACL ont mentionné leurs propres différences et leur diversité, et l'importance pour les alliés internationaux de tenir compte de cette diversité lorsqu'ils aident à mettre en avant un leader ou un réseau PACL plutôt qu'un autre, mais aussi lorsqu'ils aident à unifier. Par exemple, il existe différents réseaux et des différences entre les mouvements afro-descendants *quilombolas* et les mouvements autochtones en Amérique latine, entre ceux qui s'appuient traditionnellement sur une gestion sédentaire des terres par rapport aux modes de vie de chasseurs-cueilleurs par rapport au pastoralisme en Afrique ; entre ceux qui s'appuient davantage sur les droits à la terre ou sur les droits de collecte des ressources ; entre les groupes autochtones des hautes et basses terres ; entre les PACL dans les cadres coloniaux ou juridiques anglophones, francophones et hispaniques ; entre ceux qui souhaitent rester plus isolés ; entre ceux qui vivent dans une forêt tropicale plus intacte et ceux qui vivent dans des savanes plus sèches ; entre les communautés d'un même pays ou d'une même région, par ex. g., l'est et l'ouest de la RDC, ou l'est et l'ouest de l'Amazonie, et ainsi de suite.

D'une part, ils constatent qu'il est de plus en plus nécessaire que les divers réseaux et mouvements PACL nationaux et locaux soient impliqués dans les décisions et la planification des programmes et projets nationaux et locaux financés par la communauté internationale qui les concernent, afin que ces interventions tiennent mieux compte de la diversité dans leur conception et leur mise en œuvre.

D'autre part, les dirigeants PACL envisagent un soutien financier plus important pour les nouveaux dirigeants locaux PACL, et un ensemble plus diversifié de ceux-ci, qui participeraient aux programmes mondiaux, mais aussi un besoin continu de récits qui unifient les réseaux PACL au niveau international et renforcent la cohésion sociale entre eux autour d'un programme mondial commun et partagé.

Quelques leaders PACL ont mentionné comment le fait de disposer d'un cadre de messagerie mondial relativement simple, mais inclusif et pertinent, permettra à un plus grand nombre de nouveaux leaders de participer sur la scène mondiale à un effort unifié sans être affaibli par la fragmentation du public (par exemple, droits territoriaux sécurisés, pas de criminalisation et de meurtre, CLIP, accès direct au financement).

Certains dirigeants PACL chercheront à sensibiliser davantage les alliés internationaux à ce que signifie travailler à plusieurs niveaux de réseaux d'ayants droit. Certains dirigeants PACL ont souligné la différence entre travailler avec des ONG et travailler avec des réseaux. A l'avenir, les ONG et les gouvernements reconnaîtront la légitimité des dirigeants PACL qui doivent rendre des comptes à leurs réseaux, lesquels sont basés sur les communautés et les membres, et les aideront à renforcer leurs communications et leur responsabilité à tous les niveaux des réseaux.

Les réseaux PACL souhaitent travailler davantage sur les échanges et les interactions qui relient les réseaux locaux et les aident à apprendre les uns des autres, et qui relient également les réseaux locaux à leurs réseaux nationaux. Ils souhaitent que les deux niveaux de réseau soient impliqués dans des efforts mondiaux plus structurés de "mise en réseau".

Ils sensibiliseront les alliés internationaux à l'importance d'adopter cette approche.

Ils sensibiliseront également les alliés internationaux à la manière dont, sans avoir un paysage clair des réseaux et mouvements PACL, leur travail pourrait accroître les différends et les tensions entre ces réseaux ou fragmenter les mouvements sociaux des détenteurs de droits axés sur les droits territoriaux et les ressources.

Ils envisagent à l'avenir une meilleure compréhension de la sophistication de ce complexe de réseaux PACL nationaux et internationaux parmi les alliés internationaux. Cela sous-tendra la manière dont la coopération internationale est développée et la manière dont elle fournit un financement et un soutien. Ils envisagent une collaboration accrue qui contribue à résoudre les tensions, à consolider les alliances et à renforcer la cohésion sociale.

Ils disent également qu'ils chercheront à obtenir un soutien plus cohérent aux réseaux et aux leaders des détenteurs de droits PACL à plusieurs niveaux et au fil du temps pour la communication, la traduction, l'apprentissage des langues, une meilleure préparation et des documents d'information. Cela permettra des échanges de meilleure qualité au niveau international et une plus grande responsabilisation du monde au niveau local.

Ils envisagent également de soutenir davantage les fonds territoriaux de leurs membres, ainsi que de piloter et de développer de nouveaux fonds qui sont bien gérés et administrés et qui sont territoriaux ou basés sur le lieu ou les ressources.

Nous devons envisager la mise en place d'un agenda territorial plus commun, plus complet et plus large, non seulement au niveau des pays, mais aussi de la région, ce qui nous permettrait d'avoir un agenda stable et plus permanent dans chaque pays face à nos gouvernants. *Leader autochtone. Amérique centrale et du Sud*

Nous sommes un jeune réseau, et nous cherchons à bien nous gouverner... mais il n'y a pas de ressources pour faire quelque chose ensemble. *Leader de la communauté. Afrique*

Je pense que ces discussions sur le changement climatique et les objectifs de développement durable ont de très bonnes intentions, mais elles sont à contre-courant car elles tentent de transposer quelque chose discuté dans un espace mondial à une réalité dans les campagnes ou sur le terrain... Au cours des dix prochaines années, le mouvement autochtone devra développer la capacité de renverser ce discours et d'aborder les problèmes sous un autre angle [de bas en haut]. Nous avons commencé à faire quelques progrès en inversant la direction du discours. Nous ne savons pas encore vraiment ce que signifie un investissement ancré dans le territoire ni comment le mettre en œuvre de manière pratique, mais au moins nous parlons maintenant de ce concept dans les espaces mondiaux. *Leader autochtone. Amérique latine*

Je crois qu'il y a une sorte d'invisibilité de l'agenda noir, et qu'il y a une dispute sur les récits... Je pense qu'il pourrait être nécessaire pour les autochtones et les noirs de développer une compréhension large et unifiée de l'agenda racial. C'est une erreur de penser que l'agenda racial ne concerne que les Noirs. Ce n'est pas vrai - le débat racial doit inclure les peuples autochtones et les peuples autochtones, sinon il n'avancera pas. *Leader Quilombola. Brésil*

Nous aurons des principes internationaux convenus qui guideront le fonctionnement du financement dans nos territoires, un nouveau style alternatif de financement PACL qui n'est pas bureaucratique. Dans nos territoires, nous aurons des réseaux locaux et des structures de gouvernance forts, basés sur nos valeurs collectives, avec des capacités administratives financières et des contrôles sociaux. *Leader communautaire, Amérique centrale*

Leadership en matière de qualité

Toutes les régions ont souligné leur vision d'une capacité de leadership PACL de qualité à tous les niveaux. Cela inclut des femmes leaders plus nombreuses et plus fortes, qui introduiraient un nouveau style de leadership, et un renouvellement du leadership incluant les jeunes hommes et femmes.

De nouvelles structures et approches auront émergé dans les réseaux des PACL pour soutenir le développement systématique et le renouvellement du leadership à plusieurs niveaux (par exemple, les écoles et associations de jeunes leaders, les réseaux et branches de femmes leaders).

Il y a également eu une perspective, particulièrement forte de la part des leaders PACL dans les villages et les communautés rurales, de connexions beaucoup plus fortes entre les membres des communautés de base et les leaders au niveau des réseaux régionaux et nationaux. Les dirigeants régionaux et nationaux des PACL ne seront pas isolés dans les villes et les villages et seront plus conscients des "problèmes concrets des peuples autochtones" dans les communautés.

Certains ont vu les améliorations des communications et des médias sociaux changer la structure et la nature des connexions et du flux d'informations, verticalement et horizontalement, entre les réseaux et les chefs de réseaux et les territoires et communautés de base.

Certains voient davantage de dirigeants PACL élus démocratiquement par les membres de leur réseau. Certains ont également envisagé une participation plus large au leadership, avec l'ouverture de différents types d'opportunités de leadership à des individus plus nombreux et plus diversifiés, dans des rôles de leadership plus nombreux au sein de différents groupes et organisations.

Il y aura un soutien plus soutenu et à plus long terme de la part des alliés internationaux pour renforcer l'organisation sociale des réseaux, pour soutenir le renforcement des capacités des dirigeants des réseaux PACL, ainsi que pour la communication et le transport et les déplacements sur de longues distances permettant aux dirigeants de s'engager au niveau mondial et national, et au niveau local.

Parfois, les membres de la communauté d'élite emmènent leur peuple en balade. *Leader communautaire. Afrique*

Le problème principal est notre organisation au niveau central qui investit de moins en moins dans l'autonomisation des communautés, le partage des connaissances et le développement des capacités. *Leader dalit. Népal.*

Le récit entre ce pour quoi on se bat en haut et ce qui est exigé dans la vie de tous les jours est différent. *Leader autochtone. Indonésie.*

Représentation de la qualité

La formation de champions de leur cause parmi les fonctionnaires du gouvernement prend du temps et représente un investissement coûteux et sans fin, de sorte que certains dirigeants PACL ne considèrent pas cela comme une solution à long terme. Dans la plupart des régions, les réseaux de détenteurs de droits PACL envisagent d'avoir une plus grande représentation de leurs propres membres, issus de leurs

communautés et réseaux, au sein des gouvernements locaux et nationaux (exécutif, législatif et judiciaire).

À l'avenir, ils disposeront de programmes et de stratégies entièrement développés à cet effet. Ils estiment que cela leur permettra de faire avancer leur programme de sécurisation de leurs territoires, de faire reconnaître plus largement dans leurs sociétés leur contribution aux politiques globales de développement et d'exercer une influence sur les réformes et la mise en œuvre des politiques de développement nationales et locales.

Certains dirigeants PACL, en particulier ceux situés dans des communautés rurales, chercheront à obtenir une meilleure " représentation de qualité " de leurs groupes communautaires au sein du gouvernement local. Dans certaines régions, malgré l'augmentation du nombre de représentants des peuples autochtones ou des groupes d'utilisateurs des forêts des communautés locales au sein du gouvernement local, la perception est qu'une fois élus, ces représentants PACL ne soutiennent plus le bien-être de leurs communautés forestières, et contribuent même au conflit.

D'où l'importance de développer un leadership fondé sur des valeurs et informé, dont certains entreront dans des rôles de représentation.

J'imagine un mouvement autochtone totalement autonome, avec les conditions d'être dans les espaces de décision, d'être impliqué dans l'élaboration des politiques publiques, dans la politique de tous les peuples, parce que je pense que nous ne pouvons pas rester bloqués uniquement dans l'agenda autochtone, nous avons la possibilité et le devoir de participer à la politique de tout le pays. Ainsi, je nous imagine impliqués dans les équipes gouvernementales, dans les salles où ils formulent et exécutent les politiques du pays. *Leader autochtone. Brésil*

Noircir le Parlement. Noircir le système judiciaire. *Leader afro-descendant Quilombola. Brésil*

Le Land Office peut être très compliqué. Ils sont loin, et cela coûte cher de les faire venir ici." *Leader communautaire. Afrique*

La représentation est la clé, mais la représentation physique seule ne fonctionne pas. Dans la plupart des cas, ce sont les "élites" des groupes autochtones qui représentent les autres dans les forums, mais elles ne sont pas conscientes des problèmes concrets des peuples autochtones. Nous sommes donc confrontés à plusieurs obstacles pour une représentation de qualité. *Chef autochtone. Népal.*

Nous pouvons avoir des conseillers [municipaux], un maire, mais nous allons travailler beaucoup plus dur pour obtenir quelque chose de plus grand. Ainsi, l'expérience de Francia Márquez et Petro en Colombie signifie beaucoup pour nous et nous oblige à réfléchir au territoire du point de vue politique." *Leader afro-descendant, Amérique du Sud*

Secteur privé et entrepreneuriat PACL

Certaines visions pessimistes du rôle que jouera le secteur privé, notamment dans la réactivation économique après la pandémie, ont été exprimées. Beaucoup ont vu les entreprises comme "rapaces". D'autres ont le sentiment que les jeunes PACL seront de plus en plus poussés hors des territoires et devront faire des choix économiques difficiles pour survivre, en cherchant un emploi dans des industries qu'ils rejetaient auparavant, alors que les entreprises établissent des concessions à l'intérieur des territoires PACL et étouffent les options alternatives de subsistance future.

Les dirigeants de l'PACL n'ont aucune envie de dialoguer avec des entreprises privées et des investissements extrêmement prédateurs, mais ils établiront des dossiers de griefs, demanderont des compensations aux entreprises et engageront un dialogue avec le gouvernement sur son rôle de surveillance.

Les affaires juridiques et les litiges contre les entreprises n'étaient pas un élément fort des visions d'avenir, bien qu'ils ne soient pas exclus, car ils étaient considérés comme coûteux et longs, privant les communautés de l'accès aux terres alors que celles-ci sont en litige, l'agro-industrie profitant des retards pour aller de l'avant de toute façon. Les communautés devront en priorité délimiter et sécuriser les titres de propriété communaux le plus rapidement possible et renforcer leurs organisations afin de s'engager dans une meilleure surveillance et des patrouilles.

Les dirigeants des PACL, en particulier en Afrique et en Asie, ont envisagé un soutien international plus important pour que leurs revendications communales soient traitées officiellement et que les documents juridiques soient en ordre, afin d'améliorer leur pouvoir de négociation, non seulement avec les entreprises privées internationales, mais de plus en plus avec les élites locales.

Certains dirigeants PACL pensent que certaines entreprises privées seront des alliés potentiels. Ils considèrent que cette relation va au-delà d'un partenariat fondé sur le marché, mais qu'il s'agit de partenariats visant à développer une future "bioéconomie". Les entreprises privées prendraient également une position active dans la défense des droits territoriaux des peuples et communautés traditionnels. Cela nécessitera un dialogue des PACL non seulement avec les entreprises, mais aussi un dialogue trilatéral avec le gouvernement sur son rôle dans la surveillance réglementaire de l'investissement privé (et, par voie de conséquence, sur toute complicité du gouvernement dans les conflits d'intérêts qui sapent le bien public et le bien-être social dans les territoires PACL).

Pour de nombreux dirigeants PACL, leur vision de l'avenir ne concerne pas seulement les grandes entreprises ou les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ils considèrent que leur crédibilité future en tant que leaders (aux yeux de leurs membres de base) est liée au succès de modèles commerciaux alternatifs innovants, d'entreprises autochtones et de services gérés par la communauté dans les territoires. Certains de ces modèles impliqueraient probablement la reconnaissance de nouveaux types de droits liés aux ressources naturelles.

Le développement de ces nouvelles chaînes de valeur permettra de relier les groupes PACL des territoires à ceux de l'extérieur, en leur permettant de fournir des produits et services locaux liés à la nature à d'autres territoires et aux PACL vivant désormais dans les centres urbains proches où se trouvent la transformation et les marchés.

Lorsque le gouvernement dit "formons des alliances avec des entreprises pour que vous puissiez produire et gagner plus", il ouvre les territoires autochtones à tout type d'exploitation. Lorsqu'elles pénètrent sur [les terres autochtones], les autochtones n'ont plus aucun pouvoir sur

elles - elles seront utilisées comme main-d'œuvre bon marché et seront maltraitées, c'est tout. *Leader autochtone. Brésil*

Nous recevons aussi de l'argent de l'huile de palme parce que c'est ce qui est le plus faisable maintenant. Donc, nous voulons simplement que la compagnie d'huile de palme aide la communauté à gérer l'huile de palme. *Jeune autochtone. (Indonésie).*

Une grande partie de notre territoire a été empiétée par de grandes entreprises d'extraction et de palmiers à huile. Notre rêve est donc que, dans 20 ans, nous ayons réussi à récupérer tout ce territoire et qu'il soit entièrement administré par nous. Ce serait le grand rêve que nous avons pour nous-mêmes". *Femme leader afro-descendante. Amérique du Sud et centrale*

Les entreprises doivent assumer davantage de responsabilités en matière de bioéconomie, sinon la même chose se répétera et dans 20 ans nous verrons que ce n'était que des mots. À cet égard, le gouvernement doit remplir son rôle de contrôle et de supervision afin que nous puissions construire un marché organisé et géré. *Chef traditionnel d'une réserve de collecte de ressources. Brésil*

Je pense que l'établissement de cette relation avec l'État et avec le secteur privé doit être un processus organisé à l'avenir d'une manière un peu plus concrète et responsable. Nous devons construire une relation plus saine avec les entreprises et le gouvernement. Nous avons eu une relation avec les entreprises, mais notre relation avec l'entreprise est restée trop dans leur zone de confort. Les associations agroalimentaires veulent discuter de la production durable, mais vous ne les voyez pas affronter une loi qui vise à détruire les territoires traditionnels, par exemple. De quel genre de partenariat s'agit-il lorsque le moment est venu de s'attaquer à une législation qui détruit les terres autochtones, qui détruit les réserves [de collecte de ressources] extractivistes, et qu'ils ne veulent pas s'en mêler ? *Chef traditionnel d'une réserve de collecte de ressources. Brésil*

"Si nous pouvions soutenir et créer massivement des entreprises forestières, la tendance actuelle à l'exode s'arrêterait et les jeunes qui sont à la recherche d'un emploi reviendraient au village. Cela rendra également les femmes rurales plus confiantes et plus autonomes sur le plan économique. *Leader autochtone. Népal*

Mes amis et moi ... nous rêvons que ... devienne plus avancé et se développe, mais de façon équilibrée avec la préservation de la nature. Nous avons donc eu l'idée de créer un éco-tourisme qui puisse générer des revenus pour la communauté. *Jeune leader autochtone. Indonésie*

La sécurité des droits fonciers est l'oxygène du développement. *Leader communautaire. Afrique*

Souveraineté et sécurité alimentaires

La souveraineté alimentaire des territoires (et pas seulement la sécurité alimentaire) faisait également partie de la vision future des PACL en matière d'entrepreneuriat et de moyens de subsistance. Des leçons ont été tirées de la dépendance et des chocs au cours des deux dernières années, les territoires ayant été affectés par divers blocages liés à des pandémies physiques, par des ouragans ou des inondations

soudaines, par des perturbations des ventes et des exportations de produits forestiers, par des perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire nationales, par des tentatives de la part de policiers ou de militaires corrompus d'utiliser la pénurie alimentaire comme moyen de coercition, par l'augmentation des prix du carburant, du transport et des engrais, et par le manque de fiabilité des programmes gouvernementaux de transferts sociaux en espèces et en nourriture.

Les territoires seront plus sûrs s'ils ont une production diversifiée, des stocks alimentaires excédentaires, s'ils peuvent protéger ces stocks et s'ils sont bien reliés en réseau, ce qui permet une solidarité d'entraide mutuelle avec d'autres communautés qui pourraient soudainement souffrir de pénurie alimentaire.

La sécurité alimentaire est différente de la souveraineté alimentaire. La sécurité alimentaire, c'est comme dire que j'ai un approvisionnement alimentaire sûr parce que je vais au supermarché et que je peux acheter la nourriture et la manger. Mais la souveraineté alimentaire est différente. La souveraineté alimentaire, c'est manger comme les *Achuar*, c'est manger comme les *Shuar*, c'est manger comme les *Kichwa*, parce que nous savons comment semer...Le problème, ce sont les gens qui viennent sur nos territoires nous apporter de la nourriture, nous donner du riz, nous donner des conserves. Ce sont des gens de l'extérieur. Donc, maintenant, les autochtones eux-mêmes apportent de la nourriture de l'extérieur. De nombreuses communautés perdent leur souveraineté alimentaire. Les gens disent maintenant que leur propre nourriture traditionnelle ne vaut plus rien ou n'a plus de valeur. Il y a une perte progressive de confiance dans le savoir autochtone. *Femme leader autochtone. Amérique du Sud*

Conservation

Certains dirigeants PACL, peut-être davantage d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, pensent que lorsque leurs terres et leurs ressources chevauchent et bordent des zones protégées, cela leur donnera une base pour négocier et revendiquer leurs propres droits et de meilleures protections, avec des possibilités de conservation communautaire. Certains considèrent l'éducation à la conservation comme un moyen d'aider à sensibiliser les jeunes à l'agroécologie et aux pratiques forestières, ainsi qu'aux pratiques communautaires, et pas seulement à la production individuelle mécanisée de soja ou de riz intensif. Certains considèrent les ONG environnementales internationales comme des alliés réels ou potentiels.

D'autres considèrent que les zones protégées augmentent la pression sur leurs terres, avec une présence accrue de la police, et en Afrique, parfois même des gardes africains blancs importés de l'époque de l'apartheid. Ils craignent qu'il y ait davantage de réinstallation forcée et d'exclusion. Certains pensent que la pression sera plus intense dans les zones sèches pastorales, d'autres dans les forêts humides. Certains pensent que le mouvement mondial de conservation 30x30 continuera à être une menace en Afrique et en Asie, de nombreux PACL de ces régions n'ayant que peu ou pas de contrôle sur leurs terres et ressources coutumières lorsque des zones protégées seront créées ou appliquées.

Ils envisagent davantage d'échanges d'enseignements avec les territoires PACL qui ont des expériences plus positives en matière de bénéfices de la conservation et de droits territoriaux, par exemple au Costa Rica.

Nous devons montrer que nous pouvons gérer nos terres de manière durable si nous voulons engager des discussions avec les agences de conservation. *Leader communautaire. Afrique*

La conservation dit que nous sommes le problème, mais nous avons toujours été là. On nous pousse vers la sortie. *Leader communautaire. Afrique*

Les projets REDD et carbone prennent de plus en plus de terres, ils s'agrandissent sans cesse, mais nous n'en bénéficions pas. *Chef de communauté. Afrique*

Les droits des communautés dans les zones protégées seront un point supplémentaire à l'ordre du jour en 2030 et au-delà, car le gouvernement est plus orienté vers la conservation et promeut davantage de zones de conservation avec de moins en moins d'investissements dans les forêts communautaires. *Leader autochtone. Népal*

Leadership des jeunes

Le renouvellement de la jeunesse et du leadership a fait partie intégrante et spontanée de nombreuses conversations sur l'avenir des communautés, des territoires et des mouvements. Il ne s'agissait pas seulement d'une réponse au traumatisme de quelques communautés et réseaux qui se sentaient considérablement affaiblis par la perte de leur leadership traditionnel au profit du Covid ou d'une grande partie de leur jeunesse au profit de la vie urbaine.

Les visions d'avenir étaient fortes sur le fait d'avoir des structures et des approches systématiques pour assurer la connaissance intergénérationnelle. Il n'y a pas eu de consensus sur la question de savoir si les jeunes autochtones et descendants d'Africains ayant reçu une éducation formelle conserveront ou non un engagement envers leurs communautés d'origine ou leurs mouvements, ou s'ils ne valoriseront plus les connaissances et la culture traditionnelles. Un consensus s'est dégagé sur le fait que la participation active des jeunes fera la différence.

Certains envisagent de jeter des ponts entre le savoir académique et le savoir traditionnel, et de créer de nouveaux types de conseillers pour la jeunesse issus de cette fusion d'expertise. Il s'agira de créer et de consolider de nouveaux types d'associations professionnelles autochtones, par exemple d'avocats, d'anthropologues, de forestiers, d'enseignants, de communicateurs, de cinéastes, etc. autochtones (et de plus en plus *quilombos*). Il s'agira de travailler avec différentes organisations pour offrir des stages, des détachements et des bourses d'études afin de soutenir les jeunes PACL prometteurs ayant un potentiel et un engagement en matière de leadership.

Certains ont également vu de nouveaux modèles d'entrepreneuriat PACL inciter les jeunes à rester dans leurs territoires et rétablir les liens territoriaux avec les jeunes autochtones qui ont migré vers les centres urbains locaux, en les aidant à restaurer leurs cultures, leurs identités et leurs langues.

Nous avons d'autres types d'organisations professionnelles en plus de cela. Lorsque j'ai parlé du processus de formation, je vois, par exemple, le rôle des organisations, disons, de professionnels, d'enseignants, d'agents de santé, d'agents environnementaux, de femmes, de jeunes, tout cela faisant partie du processus de renforcement dont j'ai parlé : pour moi, il s'agit de la qualité de l'influence qui contribue à la lutte des peuples autochtones, du réseau d'avocats autochtones, du réseau de biologistes, du réseau de ceci, du réseau de cela, de ce que nous pouvons rassembler pour ajouter à ce grand réseau et construire cette grande collaboration de

manière plus significative. C'est donc ce que je vois pour l'avenir du mouvement autochtone.
Leader autochtone. Brésil

J'imagine des jeunes dans quelques années comme des professionnels, avec des études universitaires, mais aussi avec des principes et des valeurs culturelles pour exercer leurs connaissances ancestrales, qui peuvent interpréter le monde occidental avec les connaissances du monde autochtone et qui peuvent transformer ces connaissances en propositions pour le "bien vivre" des communautés. *Leader autochtone. Amérique centrale et du Sud*

Les jeunes se dirigent tous vers la ville, parfois pour l'école, mais surtout pour regarder autour d'eux, pour trouver du travail et de l'argent. *Chef communautaire. Afrique*

Notre autodétermination est la clé de notre politique, de notre éducation, de la culture verte et de notre avenir. C'est pourquoi nous devons continuer à promouvoir et à donner du pouvoir aux jeunes. *Jeune leader autochtone. Cambodge.*

Éducation⁵ et renforcement des capacités

Les dirigeants PACL considèrent que l'éducation et le renouvellement du leadership sont liés, et qu'ils font partie de l'expansion de leurs réseaux et de leur influence dans d'autres domaines.

Certains dirigeants PACL considèrent que l'avenir de leurs mouvements de défense des droits territoriaux et fonciers passe entre les mains de jeunes dirigeants qui ont reçu une éducation plus formelle, qui sont "professionnalisés", qui ne sont pas des "volontaires" et qui sont plus motivés par le rythme rapide des intérêts extérieurs et des activités économiques sur les terres et territoires de leurs communautés.

Bien que le soutien à long terme des études secondaires et universitaires soit considéré comme faisant partie de l'avenir, les dirigeants de certaines régions estiment qu'il est plus probable que l'éducation formelle comprenne des composantes ethniques ou culturelles.

Certains dirigeants PACL se sont inquiétés de l'écart croissant entre les dirigeants enracinés dans les capitales et ayant reçu une éducation formelle et ceux basés en permanence dans les zones rurales, et de la possibilité que les intérêts à long terme de ces deux groupes divergent.

La plupart des leaders PACL sont convaincus qu'il sera toujours nécessaire de renforcer les capacités des PACL sur mesure, non seulement par le biais du système d'éducation formel, mais aussi de manière plus délibérée, non discriminatoire et incluant des aspects qui renforcent les organisations sociales ainsi que la responsabilité des dirigeants.

⁵ Il faut tenir compte des différences régionales en matière d'éducation. Par exemple, 10 % de la population autochtone du Brésil a terminé ou fréquente l'université, grâce à une politique favorable de bourses d'études de l'État et au succès des activités de plaidoyer du mouvement autochtone national. En revanche, la majorité des Pygmées Baka du Bassin du Congo n'ont pas de certificat de naissance (une condition d'inscription à l'école), abandonnent l'école pendant la saison de la chasse, et leurs relations avec l'éducation formelle et les organisations de développement sont souvent subordonnées à un patronage bantou qui les exploite.

Cela impliquerait des programmes renforcés d'apprentissage par l'expérience, ancrés dans les réalités proches du terrain et comprenant des échanges d'apprentissage internationaux et régionaux en face à face et des visites de territoires (que le zoom ne peut remplacer, selon eux).

Pour réaliser un changement dans ce contexte, nous devons commencer par l'ethno-éducation de nos enfants. Leur apprendre nos valeurs. *Leader afro-descendant*

Nous pouvons continuer à faire avancer notre programme commun dans la mesure où nous avons la possibilité de nous rencontrer. *Femme leader afro-descendante*

Les détenteurs privilégiés de connaissances sur le système font que la mise en œuvre de bonnes ou de nouvelles lois est très faible. Dans de nombreux cas, ils profitent de l'ignorance (de la population locale). *Leader communautaire. Afrique*

Nous avons beaucoup à offrir aux autres grâce à notre expérience en matière de droits forestiers. Nous avons reçu de nombreux visiteurs du monde entier dans le cadre d'échanges d'apprentissage que nous accueillons dans nos forêts, dans nos communautés. Nous voulons aussi apprendre d'autres expériences dans d'autres pays concernant des dispositions juridiques plus fortes pour les droits territoriaux. *Responsable communautaire, Amérique centrale*

Nous avons notre propre programme de promotion des échanges d'apprentissage régionaux et internationaux pour renforcer les capacités de leadership et notre réseau. *Leader autochtone, Amérique centrale*

La plupart des donateurs ne veulent pas financer des programmes d'éducation à long terme... mais ceux-ci sont essentiels si l'on veut que les groupes marginalisés puissent faire entendre leur voix. *Leader communautaire. Afrique*

Quand je parle de leadership, je ne parle pas seulement de leadership organisationnel, mais aussi de leadership ethnique, de connaissance de vos traditions, coutumes et tabous. Cela doit commencer dès le plus jeune âge car il a été fondamentalement et délibérément démantelé par les élites et les médias. *Leader autochtone. Malaisie.*

Leadership féminin

De nombreux participants se sont spontanément félicités du rôle actuel et, à l'avenir, encore plus fort, que les femmes et les jeunes femmes des organisations territoriales joueront dans le leadership. Elles influenceront les politiques de gestion et de droits territoriaux et fonciers (pas seulement pour la défense des droits des femmes, même si cela aussi est important).

Le renforcement du leadership des femmes PAQL permettra également d'avoir des représentantes PAQL ayant du pouvoir dans les gouvernements locaux et nationaux. Cependant, le leadership territorial des femmes ne renforcera pas seulement le leadership et la diversité de représentation en tant que femmes autochtones ou *quilombolas*.

Les dirigeants PACL pensent également qu'il est important d'avoir des femmes dirigeantes qui proviennent d'organisations territoriales de femmes et qui les renforceront, par exemple, celles qui s'identifient comme des collectrices de ressources spécialisées, des marchandes, des productrices et des entrepreneuses, et qui défendent et exercent des droits spécifiques liés aux ressources (par exemple, les mouvements et groupes de collectrices de noix, les fabricants de shampoing naturel ou de teinture naturelle, les promoteurs du tourisme, les propriétaires d'éco-hôtels, les ramasseurs de champignons forestiers, etc.).

J'aimerais que les femmes jouent un rôle plus reconnu et plus productif et économique, en dirigeant ce type de processus dans les territoires. *Leader autochtone. Amérique du Sud et centrale*

Nous sommes la moitié de la population, mais nous n'avons qu'un dixième de la représentation. *Femme leader communautaire. Afrique*

Le rôle des femmes autochtones est de guider et d'orienter - ce que nous faisons déjà, bien qu'historiquement la femme ait été cachée, anonyme, mais les décisions dans les réunions, dans les villages, dans les territoires, sont généralement guidées par les femmes. Aujourd'hui, nous sommes également en train de dépasser la petite idée selon laquelle les femmes ne peuvent pas occuper les espaces de leadership, les réunions, les prises de décision. La participation des femmes se trouve aujourd'hui dans un moment de transition où nous avons cessé de regarder par la fenêtre et sommes passées par la porte d'entrée pour monter sur la scène. Nous occupons aujourd'hui plusieurs espaces de participation, que ce soit au sein du mouvement autochtone, dans les organisations, dans les espaces sociaux du village, à l'université, au travail ou même en politique. Nous avons donc ce rôle super important de guider tout le monde sur le chemin, et de provoquer des changements en faisant, par des actions concrètes, parce qu'aujourd'hui nous ne faisons pas que guider : nous faisons. Nous, les femmes, avons le rôle de provoquer des changements, d'occuper des espaces, de sensibiliser et de rapprocher les gens, d'amener la société à regarder, à avoir ce regard différencié sur ce que signifient concrètement les peuples et les territoires autochtones pour toute l'humanité. *Femme leader autochtone Brésil*

Notre coutume donne encore la priorité aux hommes, parce que ce sont eux qui sont responsables et qui dirigent chaque événement traditionnel. Il est donc encore rare que les femmes contribuent à chaque prise de décision. *Jeune femme autochtone leader. Indonésie*

Les femmes sont le groupe le plus important avec lequel il faut travailler, avec les jeunes en général. Les femmes s'occupent de leur communauté et de leur foyer et sont organisées. *Responsable communautaire, Afrique*

"Les femmes inscrites au registre foncier l'étaient auparavant parce qu'elles étaient mariées à un homme... aujourd'hui, les règles stipulent que les femmes doivent être inscrites au registre communal, et nous les poussons également à participer aux comités de gestion foncière. *Leader communautaire. Afrique*

Technologies de l'information et des communications (TIC)

La technologie des communications sera une source potentielle de tensions et d'opportunités.

Tous les dirigeants PACL considèrent que l'élargissement de l'accès des communautés à des services internet de qualité fait partie de l'avenir. Les outils de communication, comme les téléphones portables, seront essentiels au travail des réseaux PACL, les communautés ayant de meilleurs contacts avec leurs dirigeants et entre elles, et utilisant les TIC pour planifier ensemble, dénoncer la violence, lutter contre la déforestation, établir des cartes, etc.

D'autres ont mentionné l'importance des motos et des petits panneaux solaires portables pour charger les téléphones portables.

Certains dirigeants PACL considèrent qu'une plus grande utilisation des technologies de communication permet de surmonter les barrières linguistiques et culturelles, les aidant à s'engager de manière multiculturelle et à travers les groupes linguistiques, dans l'"intermédiation culturelle" nécessaire pour construire des réseaux nationaux, régionaux et mondiaux.

Néanmoins, le renforcement des capacités, la qualité de l'information, l'accès moins privilégié à l'information et le coût de la production de bonnes informations ont été considérés comme des limitations qui devront être surmontées.

Une certaine confusion règne également quant à la manière d'apprendre à mieux utiliser les outils de communication et à l'endroit où ils pourront obtenir un soutien pour le renforcement des capacités dans ce domaine.

Les dirigeants estiment que les médias sociaux leur poseront de plus en plus de problèmes car ils seront submergés par des communications plus fréquentes, y compris des "vérités"/rumeurs liées à des conflits politiques internes dans les territoires et les communautés. D'autres estiment que les TIC vont détourner l'attention de l'écoute des autres à proximité.

L'utilisation des technologies présente une multitude de possibilités pour nos actions, l'une des plus évidentes étant qu'elle peut faciliter notre communication. L'utilisation des technologies ouvre de nombreuses portes et améliore le travail des organisations autochtones qui parviennent à développer leurs capacités [à les utiliser]." *Leader autochtone. Amérique centrale et du Sud*

Les technologies nous aident beaucoup et nous pouvons faire des choses, comme cette interview, mais ces technologies ont conduit à la désintégration de la famille, et à moins d'écoute, parce que nous nous concentrons sur la technologie et oublions que nous avons quelqu'un assis à côté de nous, que nous avons une autre personne qui a besoin d'être entendue. Les technologies sont nécessaires, elles sont indispensables, mais elles peuvent aussi causer des dommages." *Femme leader afro-descendante*

La technologie est comme une machette tranchante ; elle dépend des mains qui la tiennent et de l'usage qui en est fait. *Leader autochtone. Amérique centrale et du Sud*

La technologie est aujourd'hui largement détournée, utilisée uniquement pour jouer à des jeux sur des téléphones portables. Elle est rarement utilisée pour produire des informations et des contenus relatifs aux peuples autochtones. *Leader autochtone. Asie du Sud-Est*

Vous pouvez faire quelque chose de bien, comme dans le cas de cette jeune étudiante universitaire, qui était aussi une influenceuse sur You Tube et TikTok. C'est une fille, je pense qu'elle vient de la partie nord de Sabah. Comme il n'y a pas de réseau Internet dans son village, elle a grimpé à un arbre pour trouver une connexion Internet. Et puis elle a fait un enregistrement vidéo dans cet arbre, et elle est devenue virale. Quand ça devient viral, ça devient positif. Alors, le gouvernement est venu installer une grande tour pour qu'ils puissent avoir une meilleure connexion Internet. *Jeune autochtone. Malaisie.*

La cohésion sociale

Les menaces croissantes qui pèsent sur les droits territoriaux sont considérées par les dirigeants des PACL comme des occasions de mobiliser des réseaux pour défendre ces droits. Les efforts ciblés visant à fragmenter et à diviser les communautés proviendront des sociétés minières qui font appel à de la main-d'œuvre extérieure, de la coercition exercée par des politiciens et des intérêts privés associés ou des missions évangéliques fondamentalistes, ainsi que des narco-gangs organisés, des mafias de l'exploitation forestière et des pyromanes.

Cela signifie que la construction, le maintien, l'approfondissement et l'élargissement de la cohésion sociale joueront un rôle encore plus important dans les futures stratégies de droits territoriaux de l'PACL.

Nous devons travailler davantage ensemble, consolider et développer, maintenant plus que jamais, un plus grand nombre d'entre nous dans les communautés, et avec d'autres expériences, groupes, réseaux et mouvements dans d'autres endroits, bruns et noirs, nord et sud, en protestant, oui, mais aussi en construisant des alliés dans le gouvernement ou partout où nous pouvons les trouver - nous devons faire cela et être plus forts ensemble si nous voulons garder et protéger nos forêts de toutes les menaces croissantes, et obtenir des droits plus permanents et durables. *Leader de la communauté Ladino. Guatemala*

Nous avons déjà perdu nos terres, nos forêts, notre identité culturelle et nos lieux spirituels, mais maintenant nous sommes également confrontés à des menaces pour notre sécurité personnelle de la part de la police et des autorités. Comme je l'ai déjà dit, la plupart des militants qui ont défendu leurs terres ont été criminalisés et traînés en justice. *Leader autochtone. Cambodge*

Confiance, temps, patience et préparation

L'un des principaux enseignements du processus pour le groupe des facilitateurs est que la création de coalitions et de réseaux repose sur des relations personnelles de confiance. Ces relations étaient essentielles pour faciliter un processus de réflexion authentique et franc, ainsi qu'un espace sûr pour celui-ci.

Le temps et la patience étaient également essentiels. Faciliter un fil conducteur progressif qui permette aux dirigeants de l'PACL de se frayer un chemin à travers leurs préoccupations immédiates, et parfois les tensions avec d'autres groupes, et de se projeter dans l'avenir, ne pouvait pas être précipité, et a demandé un certain dévouement et de la persévérance.

Elle a également nécessité une préparation (plusieurs discussions dans les deux sens au sein du groupe des facilitateurs, ainsi qu'avec les coordinateurs régionaux de RRG et RRG) pour s'assurer que la raison du processus et les "règles du jeu" de la conversation étaient comprises et acceptées. Ensuite, une

préparation plus poussée de la manière dont les discussions allaient se dérouler, et pour s'assurer que les produits finaux étaient bien cadrés, accessibles et utiles à plusieurs niveaux.

Dans de nombreux pays, le contexte national n'est pas propice. On a le sentiment que l'évolution future ne sera pas positive. Dans une certaine mesure, les expériences individuelles de la violence et les pessimismes d'aujourd'hui ont influencé la vision de l'avenir des dirigeants PACL. Cependant, la vitalité, l'enthousiasme et la confiance avec lesquels les problèmes et les suggestions ont été discutés étaient frappants.

Le fait que RRI génère un espace de réflexion a été apprécié. Certains participants, même ceux qui dirigent des réseaux de partenaires de RRI, ont estimé qu'ils ne connaissaient pas bien RRI et se sont d'abord demandé ce qui se cachait derrière tout cela. D'autres ont demandé si RRI était un "bailleur de fonds" ou un "partenaire de réflexion".

Les dirigeants à plusieurs niveaux se sentent débordés et occupés au quotidien. Leur temps est de plus en plus sollicité par les responsables gouvernementaux nationaux et locaux, par les alliés et les processus internationaux, ainsi que par les urgences locales et les réunions avec leurs membres de base. Le temps ainsi libéré doit être mûrement réfléchi, bien préparé, les résultats des conversations clairement communiqués, afin que les dirigeants de l'PACL sachent clairement que ce sera un moment de qualité pour eux et qu'il leur fournira les informations, la réflexion et les matériaux qu'ils pourront utiliser dans leur travail.

Ce Ciel bleu a été un processus très intéressant. Aujourd'hui, je suis tellement occupée à aider mes collègues à régler certaines choses ou à planifier notre campagne de sensibilisation pour la prochaine COP. J'ai eu beaucoup de mal à me faire une idée de tout cela au cours de la conversation. Après quelques cercles, j'ai atteint le futur. J'ai besoin de plus de temps pour réfléchir comme ça. J'aimerais que davantage d'alliés nous donnent du temps et de l'espace pour réfléchir à ce qui se passe et à ce qui va se passer, et nous aident à y mettre de l'ordre. Penser de manière ordonnée à l'avenir est une capacité importante qu'un leader doit apporter à sa base et aux stratégies que nous développons. *Leader autochtone. Costa Rica*

Vous trouverez ci-dessous les rapports régionaux d'accompagnement de ce rapport. Pour en obtenir des exemplaires, veuillez contacter mqureshi@rightsandresources.org.

- Rapport régional - Amérique latine (portugais) -Rio de Janeiro, Aurelio Vianna
- Rapport régional - Amérique latine (hispanophones) - Quito, Filippo del Gatto
- Rapport régional - Afrique - Yaoundé, Phil René Oyono
- Rapport régional - Afrique (Kenya, Madagascar, Congo, Cameroun) - Royaume-Uni, John Nelson
- Rapport régional - Asie (Cambodge, Indonésie, Népal, Malaisie et autres) - Jakarta, Dani Moenggorro ; Kathmandu, Bishnu Paudel ; Bali, Karen Edwards

• .

